



Objet : Communiqué de presse

Traité de Non Prolifération nucléaire : échec des négociations.

N'attendons plus pour décider de désarmer la France !

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

La dernière conférence d'examen du Traité de Non Prolifération (TNP) des armes nucléaires s'est achevée le 22 mai sur un échec. Échec prévisible tant les États dotés officiellement d'armes nucléaires, (USA, Russie, Chine, Grande Bretagne et France), montrent peu d'empressement à respecter l'esprit et la lettre de l'article VI du TNP qui les oblige à « engager de bonne foi des négociations » devant conduire à un « désarmement général ».

L'échec est venu finalement du refus par les USA, la GB et le Canada de signer le texte final, au prétexte qu'il mentionnait l'obligation d'ouvrir d'ici au 1er mars 2016 une conférence sur la dénucléarisation du Moyen Orient. Conférence dont on parle pourtant depuis 20 ans déjà... Les USA ont ainsi voulu éviter un refus d'Israël, seul pays de la région possesseur d'armes nucléaires et non signataire du TNP, de participer à cette conférence !

Cependant une analyse fine des diverses contributions et des débats (voir sur www.fsan.fr l'analyse de Jean-Marie Muller) montre que cet échec formel masque un autre échec plus grave : la politique des « pas à pas » devant conduire au désarmement mondial, soutenue par les États dotés, est désormais sans avenir. En effet, ces États ont réaffirmé que leur « sécurité » reposait sur un arsenal nucléaire « suffisant » qui les conduit à « moderniser » à n'importe quel coût leur armement nucléaire. A terme cette politique de « prolifération verticale » pourrait conduire certains États non dotés à vouloir acquérir une « sécurité » comparable : le TNP favoriserait alors la... « prolifération horizontale » (multiplication du nombre d'États dotés) !

Il est donc plus que temps d'envisager un autre processus pour atteindre l'idéal d'une Terre débarrassée de ces armes de destruction massive.

Les organisations de la société civile, notamment celles membres de ICAN (Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes nucléaires) dont le MAN, encouragent les 107 États signataires de « l'Engagement humanitaire » proposé par l'Autriche à poursuivre leurs efforts pour mettre en place un Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) se substituant au TNP.

Mais parce que ce TIAN est encore lointain, il est nécessaire de commencer un désarmement « multi unilatéral ». La France, avec la GB, est le pays qui peut le plus facilement décider de renoncer à ces armes. Cela ne porterait pas, bien au contraire, atteinte à la grandeur de notre pays. Chaque homme politique sait que ces armes ne nous protègent aucunement des menaces du XXI^{ème} siècle que sont les groupes terroristes et la situation économique. Le coût de leur « modernisation » - quelques 3,5 à 4 milliards d'euros par an - trouverait aujourd'hui une utilité et une efficacité plus grandes dans des domaines tels que la santé ou l'éducation...

Il est donc impératif - il s'agit même d'une nécessité éthique ! - que chaque citoyen-ne français-e agisse contre la politique de dissuasion nucléaire de notre pays ! Il est urgent que chaque Français-e exerce son pouvoir de citoyen-ne ! C'est le sens de la campagne pour un désarmement nucléaire unilatéral lancée par le MAN en 2012...

Le 29 mai 2015

Patrick Hubert

Porte parole

Contacts :

Patrick HUBERT: 03 85 33 26 10

Serge PERRIN : 06 03 80 39 95